



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/La-charite-a-l-encontre-de-la>

Éditorial

La charité à l'encontre de la lutte politique

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1138 - janvier 2013 -

Date de mise en ligne : lundi 1er avril 2013

Date de parution : janvier 2013

Description :

Guy Evrard s'interroge sur la portée aujourd'hui de la citation de Victor Hugo.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La citation de Victor Hugo qui accompagne le titre de notre journal « Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » y a bien sûr toute sa place bien que, sortie de son contexte, elle ne dise rien sur la réalité du combat à mener.

À la lecture d'un récent article de Gérard Mordillat, écrivain et cinéaste, Guy Evrard y a trouvé des éléments de réflexion qui en éclairent la portée aujourd'hui.

Soyons francs, la citation ambitieuse de Victor Hugo n'a jamais donné la force de renverser l'ordre social triomphant. A-t-elle seulement été brandie en étendard lors des grands mouvements populaires depuis qu'elle fut écrite ? Elle est aujourd'hui pourtant souvent citée sur internet. Pour qui n'a pas lu le chapitre du roman de Victor Hugo, *Quatre-vingt-treize*, publié en 1874 et dont elle est extraite [1], nous y reviendrons plus loin, elle évoque plutôt *Les Misérables* (1862), oeuvre dans laquelle les gens du peuple se sont reconnus bien au-delà de nos frontières. Mais un roman, fut-il une fresque immense, n'est qu'une représentation, une mise en scène, ici de la misère humaine. Et s'il contribue à la prise de conscience, y compris de ceux qui souffrent, il est difficile d'y voir un instrument de lutte politique. Il touche trop au coeur et au ventre et ne stimule sans doute pas assez l'analyse et la réflexion. Cela tient-il à son auteur et à ses ambiguïtés [2] ou plutôt au fait qu'il décrit une époque dépassée, dont la suite nous a montré que la lutte des classes n'est pas seulement affaire de sentiments ? En tout cas, les luttes populaires de la seconde moitié du 19ème et du 20ème siècles, qui sans doute ont enraciné dans l'imaginaire des hommes révoltés les oeuvres de Hugo (1802-1885), puis de Zola (1840-1902), ne sont jamais parvenues à vaincre et à transformer la société en profondeur, en dépit des sacrifices consentis et d'avancées certes importantes mais sans cesse remises en question. L'aliénation des peuples reste fondamentalement inscrite dans la stratégie des oligarchies qui dominent le monde.

Victor Hugo s'élève contre la misère

<dl class='spip_document_1195 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

Victor Hugo Victor Hugo vers 1875, portrait tiré de Wikipédia

Dans un discours à l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1849 [3], Victor Hugo, devenu républicain après 1848, clame : « je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. (...) La misère est une maladie du corps social comme la lèpre est une maladie du corps humain ; la misère peut disparaître comme la lèpre a disparu. (...) Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas le fait, le devoir n'est pas rempli ». Après quelques exemples dignes effectivement des *Misérables*, Victor Hugo enchaîne : « Eh bien (...) je dis que ce sont là des choses qui ne doivent pas être ; je dis que la société doit dépenser

toute sa force, toute sa sollicitude, toute son intelligence, toute sa volonté, pour que de telles choses ne soient pas ! ». Et, avec cette grandeur d'âme qui se traduit par un vœu pieux : « Voilà pourquoi je voudrais pénétrer tous ceux qui m'écoutent de la haute importance de la proposition qui vous est soumise. Ce n'est qu'un premier pas, mais il est décisif. Je voudrais que cette assemblée, majorité et minorité, n'importe, je ne connais pas, moi de majorité et de minorité en de telles questions ; je voudrais que cette assemblée n'eût qu'une seule âme pour marcher à ce grand but, à ce but magnifique, à ce but sublime, l'abolition de la misère ».

Bien sûr que la loi a le pouvoir d'éradiquer la misère, c'est même l'outil obligé aujourd'hui dans les riches démocraties occidentales. Et pourtant, Victor Hugo doit revenir sur le sujet dans Quatre-vingt-treize en 1874 et nous... dans La Grande Relève en 2012. C'est que nous cherchons en vain, dans son discours de 1849, la moindre référence à la société de classes, au rapport de force entre exploités et exploités. Comme s'il suffisait d'appeler à un effort du pouvoir pour changer les choses, sans s'interroger sur la constitution de ce pouvoir : « Et (...) je ne m'adresse pas seulement à votre générosité, je m'adresse à ce qu'il y a de plus sérieux dans le sentiment politique d'une assemblée de législateurs ! ». La suite nous dit pourquoi les aspirations du peuple en lutte ne sont pas près d'être satisfaites, référence aux journées de 1848 : « avec le concours de la garde nationale, de l'armée et de toutes les forces vives du pays, vous venez de raffermir l'Etat, ébranlé encore une fois. Vous n'avez reculé devant aucun péril, vous n'avez hésité devant aucun devoir. Vous avez sauvé la société régulière, le gouvernement légal, les institutions, la paix publique, la civilisation même ». On se rappelle aussi que Victor Hugo ne soutint pas davantage la Commune de Paris en 1870-71, même s'il condamna la répression Versaillaise lors de la Semaine sanglante.

La fin du discours montre que cette volonté de supprimer la misère, si elle est bien celle d'un humaniste, répond davantage à un réflexe de morale et de charité qu'à la revendication d'un droit de justice sociale : « Vous n'avez rien fait (...) tant que l'ordre matériel n'a pas pour base l'ordre moral consolidé ! Vous n'avez rien fait tant que le peuple souffre (...) tant qu'il y a au-dessous de vous une partie du peuple qui désespère ! (...) tant que ceux qui sont dans la force de l'âge et qui travaillent peuvent être sans pain ! tant que ceux qui sont vieux et ont travaillé peuvent être sans asile ! tant que l'usure dévore nos campagnes, tant qu'on meurt de faim dans nos villes, tant qu'il n'y a pas des lois fraternelles (...) qui viennent de toutes part en aide aux pauvres familles honnêtes, aux bons paysans, aux bons ouvriers, aux gens de coeur ! ».

<dl class='spip_document_1196 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>

Cosette - Illustration pour Les Misérables par Emile Bayard (Wikipédia)

Et pour preuve que l'idée de changer fondamentalement la société n'était pas à l'ordre du jour : « Vous n'avez rien

fait tant que l'esprit de révolution a pour auxiliaire la souffrance publique ! (...) tant que dans cette oeuvre de destruction et de ténèbres, (...) l'homme méchant a pour collaborateur fatal l'homme malheureux ! ».

Quatre-vingt-treize

Dans son refus de la misère, de 1849 (discours à l'Assemblée) à 1874 (Quatre-vingt-treize), Victor Hugo semble pourtant être passé de l'idée d'une sorte de charité institutionnelle à une interrogation sur la légitimité à se révolter contre la misère. Il ne s'agit plus de concéder aux plus pauvres des moyens de survivre dans un monde au fond immuable, mais d'accéder à la remise en cause de ce monde. En situant le roman dans la période la plus exigeante de la Révolution française, écrit après l'expérience de la Commune de Paris, l'auteur poursuit, dans le chapitre d'où est extraite la citation évoquée précédemment¹, ses interrogations sur le sens des révolutions.

La scène se passe dans un cachot, la nuit qui précède l'exécution de Gauvain, jeune révolutionnaire empreint d'idéal et d'humanité, visité par Cimourdain, qui fut son précepteur et lui transmet son idéal républicain, mais est aujourd'hui l'envoyé du Comité de Salut Public et décida de sa condamnation à mort, au nom de la loi. Le premier illustre la République magnanime et fraternelle, alors que le second représente la République inflexible, poursuivant un objectif de justice impitoyable. Leur échange, dans ces circonstances, puise au fond des convictions les plus intimes de tous ceux qui luttent pour changer le monde et pose, bien sûr, avec force, la question de la soumission de l'individu (sa liberté, sa vie, ses rêves) au groupe (l'intérêt général, la responsabilité collective). Victor Hugo ne tranche pas dans le texte et on ne sait pas s'il comprend déjà que des individus plus libres contribuent d'autant mieux au bonheur collectif quand ce bonheur est bien l'objectif commun, dans l'égalité de tous.

Quelques extraits :

â€” Gauvain : Les grandes choses s'ébauchent. Ce que la révolution fait en ce moment est mystérieux. Derrière l'oeuvre visible, il y a l'oeuvre invisible. L'une cache l'autre. L'oeuvre visible est farouche, l'oeuvre invisible est sublime. En cet instant je distingue tout très nettement. C'est étrange et beau. Il a bien fallu se servir des matériaux du passé. De là cet extraordinaire 93. Sous un échafaudage de barbarie se construit un temple de civilisation.

â€” Oui, répondit Cimourdain. De ce provisoire sortira le définitif. Le définitif, c'est-à-dire le droit et le devoir parallèles, l'impôt proportionnel et progressif, le service militaire obligatoire, le nivellement, aucune déviation, et, au-dessus de tous, reste cette ligne droite, la loi. La république de l'absolu. (...)

â€” Cimourdain : La république c'est deux et deux font quatre. Quand j'ai donné à chacun ce qui lui revient.

â€” Gauvain : Il vous reste à donner à chacun ce qui ne lui revient pas.

â€” Qu'entends-tu par là ?

â€” J'entends l'immense concession réciproque que chacun doit à tous et que tous doivent à chacun, et qui est toute vie sociale.

â€” Hors du droit strict, il n'y a rien.

â€” Il y a tout.

â€” Je ne vois que la justice.

â€” Moi, je regarde plus haut.

â€” Qu'y a-t-il donc au-dessus de la justice ?

â€” L'équité.

â€” Précise, je t'en défie.

â€” Gauvain : Soit, vous voulez le service militaire obligatoire. Contre qui ? Contre d'autres hommes. Moi, je ne veux pas de service militaire. Je veux la paix. Vous voulez les misérables secourus, moi je veux la misère supprimée. Vous voulez l'impôt proportionnel. Je ne veux point d'impôt du tout. Je veux la dépense commune réduite à sa plus simple expression et payée par la plus-value sociale.

â€” Qu'entends-tu par là ?

â€” Ceci : d'abord supprimez les parasitismes ; le parasitisme du prêtre, le parasitisme du juge, le parasitisme du soldat. Ensuite, tirez parti de vos richesses ; vous jetez l'engrais à l'égout, jetez-le au sillon. Les trois quarts du sol sont en friche, défrichez la France, supprimez les vaines pâtures ; partagez les terres communales. Que tout homme ait une terre, et que toute terre ait un homme. Vous centuplerez le produit social.

<dl class='spip_document_1197 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

(Wikipédia)

Cet échange imaginé par Victor Hugo résonnerait aujourd'hui sans doute davantage sur le plateau d'un théâtre de la Révolution française que dans une manifestation de rue, mais nous sommes en littérature et la citation qui nous occupe niche bien au milieu d'ambitions qui n'ont pas fini de nous questionner dans la lutte contre l'aliénation des hommes. En cela, elle continue d'être un message révolutionnaire. Elle a donc toujours bien sa place en tête de La Grande Relève !

Tant qu'il y aura de la charité, il y aura de l'injustice

L'article de Gérard Mordillat, paru en octobre dans l'Humanité des débats [4], nous a fourni l'occasion de revenir sur cette évidence de l'actualité à l'approche de l'hiver : sans la résoudre, la charité souligne la misère qui, dans nos pays riches, ne résulte que de l'injustice sociale. C'est à la lutte politique qu'il revient alors de vaincre celle-ci. Et, plutôt que les propos de Victor Hugo devant l'Assemblée en 1849, Gérard Mordillat nous rappelle ce que déclarait Robespierre à la Convention le 7 décembre 1792 : « Quel est l'objet de la société ? C'est le maintien des droits imprescriptibles de l'homme. Quel est le premier de ces droits ? Celui d'exister. La première loi sociale est donc celle qui garantit à tous ses membres les moyens d'exister ». Victor Hugo disposait en fait d'une analyse politique, qu'il semble avoir ignorée, pour son sujet favori.

Mais, qu'est-ce qui empêche la réalisation de cette évidence, si bien énoncée, dans notre démocratie, sinon justement la volonté de ceux qui nous gouvernent d'y faire obstacle ? Gérard Mordillat poursuit : « Dans notre société, le droit d'avoir des droits est combattu par toutes les forces réactionnaires. Les sans-droits prolifèrent : sans-papiers, sans-abri, sans-travail, sans-logement. Ces individus n'ont plus le droit d'exister. Ils sont, mais ils n'existent pas. Une fois rompu le principe d'égalité entre les citoyens, une fois vendue l'idée de deux réalités sociales et politiques, l'une supérieure à l'autre, une fois acceptée comme naturelle et inévitable la multiplication des injustices, que voit-on ? On voit la charité se substituer à l'égalité ».

À l'origine, la charité est une notion religieuse, présente aussi bien dans l'islam que dans la tradition juive et chrétienne. « Mais il est évident que le geste charitable est d'abord gratifiant pour celui qui l'accomplit, avant même d'atteindre celui qu'il secourt. Gratifiant dans la mesure où la charité est toujours publique et doit toujours l'être pour exprimer sa valeur sans attendre la rétribution de l'au-delà. Il faut non seulement donner mais se montrer donnant, depuis l'antiquité jusqu'au déploiement médiatique de la charité business d'aujourd'hui ». Et « Cette idée de charité a désormais glissé du champ du religieux pour s'enraciner dans celui du politique » qui s'exonère à bon compte des devoirs qui lui incombent. « Ainsi, dans la société où nous vivons, on est passé du droit d'exister à l'existence d'aumône (...) pour survivre. La charité ne coûte rien (...) alors que l'application de lois sociales remettrait en cause l'injuste répartition des richesses et la criminelle inégalité qu'elle produit entre les citoyens ». Victor Hugo avait seulement fait un bout du chemin.



Le Grand Retournement Film de Gérard Mordillat (sortie en janvier 2013)

C'est la crise, la Bourse dégringole, les banques sont au bord de la faillite, le crédit est mort, l'économie se meurt... Pour sauver leurs mises les banquiers font appel à l'État. L'État haï est soudain le sauveur ! Les citoyens paieront pour que le système perdure, que les riches restent riches, les pauvres, pauvres. Adapté de la pièce de Frédéric Lordon cette histoire d'aujourd'hui se raconte en alexandrins classiques. C'est tragique comme du Racine, comique comme du Molière...

Gérard Mordillat poursuit, sans concession, l'analyse politique : « Il suffit de regarder autour de soi pour voir que les désengagements successifs de l'État, l'idéologie capitaliste néolibérale, la loi du marché font que (...) la première des lois sociales, celle qui garantit à tous ses membres les moyens d'exister, est vilipendée, stigmatisée, obsolète (...) ». Ainsi, « petit à petit s'est imposée la pratique d'une charité à grande échelle se substituant à la nation et à l'État », quitte à consentir un allègement fiscal limité aux donateurs en échange de cette lâcheté politique. La pérennisation et l'extension des restos du coeur, que Coluche avait imaginés pour pallier à une situation qu'il jugeait inacceptable mais provisoire, constituent l'accusation la plus éclatante de cette défaillance politique. Et pour éclairer encore le détournement du don dans le système capitaliste, Gérard Mordillat évoque cette notion, solidement ancrée dans les consciences, de l'employeur qui donne du travail à un employé : « C'est un marché parfaitement inégalitaire, que le vocabulaire voudrait draper de vertu. La charité est cousue d'un drap de même tissu ».

Face à une main tendue dans la rue, je me rappelle toujours cette réponse que me fit la personne lorsque je lui dis, dans un réflexe, que déjà hier elle m'avait sollicité : « je suis comme vous, je mange tous les jours ! ». Comme précédemment l'exemple des Restos du coeur, elle signifiait que si la charité est, dans l'urgence, toujours un témoignage de solidarité, elle ne règle rien au fond, en ne s'attaquant pas aux causes. « La réponse est nécessairement politique, puisqu'il y va de la justice et du rétablissement de l'égalité entre tous ». Il y va donc du droit, « le droit d'exister comme un droit imprescriptible, garanti par la loi et non dépendant de la bonne ou de la mauvaise conscience individuelle ».

De la charité à la lutte politique

Le week-end des 8-9 décembre 2012 vit l'édition annuelle du Téléthon, que Gérard Mordillat range au rayon de la

"charité business" ou « autre bazar des bonnes oeuvres et des grands profits ». L'approche des fêtes de Noël et de fin d'année, avec leurs débordements consuméristes, n'est évidemment pas étrangère au choix de la période, en misant sur « la bonne ou la mauvaise conscience individuelle ». Le lundi 11 décembre s'ouvrit la conférence contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, avec pour objectif déclaré de tenter d'endiguer la pauvreté, qui ne cesse de s'étendre en ce début du XXIème siècle dans le pays d'Hugo comme ailleurs. Il est trop tôt pour apprécier la portée de l'évènement à l'heure où ces lignes sont écrites. Mais, si l'initiative gouvernementale n'est pas sans rappeler celle de Victor Hugo en 1849 devant l'Assemblée nationale, nous pouvons néanmoins approuver l'approche politique.

Le seuil de pauvreté est défini comme le revenu disponible (après impôts et prestations sociales) égal à 50% ou le plus souvent à 60% du revenu médian (l'INSEE le fixe désormais à 60%, comme Eurostat), soit 803 Euros ou 964 Euros pour une personne seule en 2010. À cette date, 4,755 millions de Français vivaient sous le seuil de pauvreté fixé à 50% et 8,617 millions sous le seuil fixé à 60%.

Voir les commentaires et les données en fonction de la composition du foyer sur le site de l'Observatoire des inégalités.

<http://inegalites.fr/spip.php?article343>

Que le pouvoir ait été contraint d'ouvrir le dossier ne doit rien au hasard et ne répond à je ne sais quelle promesse de la campagne électorale. C'est que la pauvreté est redevenue un phénomène de masse. Près de neuf millions de Français vivent aujourd'hui officiellement sous le seuil de pauvreté (voir encadré ci-dessous) et chacun sait qu'il ne suffit pas de franchir ce seuil pour vivre bien. L'accroissement des inégalités, avec l'étalement des richesses de ceux qui passent les frontières pour alléger leur charge fiscale, peut lever un vent de révolte contre l'injustice et l'absurdité des politiques d'austérité qui voudraient faire courber l'échine aux peuples. Un vent qui souffle déjà au sud de l'Europe. En France, le renvoi de Nicolas Sarkozy et de la majorité de droite à l'Assemblée nationale avait donné un peu d'espoir, mais très vite il est apparu qu'en ne s'attaquant pas aux puissances financières et en poursuivant une stratégie de soumission aux marchés, la nouvelle majorité ne ferait que poursuivre, pour l'essentiel, la politique précédente, même si elle parvient à raboter un peu les inégalités.

La presse opposée au néolibéralisme dénonce bien sûr cette situation et ouvre ses lecteurs aux réalités. Ainsi, Alternatives Economiques [5] titrait « Pauvreté, ça suffit ! » et l'Humanité dimanche [6], avec une pointe d'humour noir « La pauvreté... ça n'existe pas ! » et un dossier appelant à « Combattre la pauvreté ! ». Mais aussi celle des affaires, Les Échos [7], devait rapporter les résultats d'un sondage d'opinion commandé par le journal : « Un Français sur deux se dit pauvre ou en passe de le devenir ». Pourtant, le plus significatif est peut-être l'arrivée du mouvement associatif dans la protestation publique. Le constat de l'aggravation de la pauvreté est partagé du Secours catholique [8] au Secours populaire. Le Secours populaire [9], [10], [11] organisa une opération « Assiettes vides » en entrée des

manifestations contre l'austérité à l'occasion de la Journée européenne pour l'emploi et la solidarité, le 14 novembre dernier. L'objectif : « faire revenir Bruxelles sur sa décision de couper le plan européen d'aide alimentaire [PEAD] ». Arrêter le PEAD, « c'est couper les vivres à 18 millions d'Européens, dont 4 millions de Français ». L'action commune avec la Croix rouge et la Banque alimentaire avait réussi à repousser ce projet de 2012 à 2014. Ensuite ?

On le voit, une solidarité efficace, qui vise réellement à réduire la misère, ne peut ignorer l'analyse et l'action politiques. Les lecteurs de la GR savent que les principes de l'économie distributive, en assurant à la source une répartition équitable des richesses créées par la collectivité, permettraient, dans notre pays riche, de faire disparaître la pauvreté.



Le "Airfood" organisé par le Secours populaire (L'Humanité11)

[1] Victor Hugo, Quatre-vingt-treize, partie III : En Vendée, livre 7 : Féodalité et Révolution, chap. V : Le cachot, dialogue entre Cimourdain et Gauvin. http://fr.wikisource.org/wiki/Quatrevingt_treize/III,_7#V_LE_CACHOT

[2] L'Humanité Dimanche, N°324, du 9 au 22 août 2012, numéro spécial pour le 150e anniversaire de l'édition des Misérables.

[3] Victor Hugo, Discours sur la misère à l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1849, voir dans référence 2 ou http://mamytartine.blog.lemonde.fr/2005/11/15/2005_11_victor_hugo_las/

[4] Gérard Mordillat, « Tant qu'il y aura de la charité, il y aura de l'injustice », l'Humanité des débats 5-7 octobre 2012, p.18. Voir aussi : « Contre la charité », par Gérard Mordillat, l'Humanité.fr, 5 octobre 2012. <http://www.humanite.fr/politique/contre-la-charite-par-gerard-mordillat-505657>

[5] « Pauvreté, ça suffit ! », Alternatives économiques, n°319, décembre 2012.

[6] « La pauvreté... ça n'existe pas ! », l'Humanité dimanche, 6 décembre 2012.

[7] Stéphane Dupont : « Un Français sur deux se dit pauvre ou en passe de le devenir », Les Echos.fr, 6 décembre 2012. <http://www.lesechos.fr/economie-politique/politique/actu/0202434416248-un-francais-sur-deux-se-sent-pauvre-ou-en-passe-de-le-devenir-518170.php>

[8] Bernard Thibaud, secrétaire général du Secours catholique, « La pauvreté s'est durablement installée en France », France Info, 8 novembre 2012. <http://www.franceinfo.fr/print/795043>

[9] « Des assiettes vides en entrée des manifestations contre l'austérité », l'Humanité.fr, 13 novembre 2012. <http://www.humanite.fr/social-eco/des-assiettes-vides-en-entree-des-manifestations-contre-lausterite-508534>

[10] « L'intolérable retour de l'Europe de la faim », l'Humanité.fr, 21 novembre 2012. <http://www.humanite.fr/societe/l-intolérable-retour-de-l-europe-de-la-faim-509130>

[11] Secours populaire, « L'aggravation de la pauvreté en Europe n'est pas une fatalité ! », 23 novembre 2012.

<http://www.secourspopulaire.fr/actualite+M5dcff2ce994.0.html?&id=actualite>